

PROCES-VERBAL

de la Sous-commission départementale de sécurité ERP-IGH

ETABLISSEMENT : EHPAD DURECU-LAVOISIER

N° E30827

COMMUNE : DARNETAL

ADRESSE : 116 rue Louis Pasteur

TYPES : U, N

CATEGORIE :

Le 21/12/2023, la commission de sécurité a procédé à l'examen du dossier de l'établissement ci-dessus mentionné suite à la visite du 30/11/2023.

OBSERVATIONS :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

En conclusion, la Sous-commission départementale de sécurité ERP-IGH



émet un AVIS **FAVORABLE** ou ~~DEFAVORABLE~~ (1) :

à la poursuite de l'exploitation.

La Présidente de séance,
La Directrice du SIRACED-PC



Madame Tiffany WEYNACHTER

(1) Rayer les mentions inutiles

RAPPORT DE VISITE
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME

DOSSIER N° E30827

Visite effectuée par le groupe de visite de la Sous-commission départementale de sécurité ERP-IGH

Date et Heure : jeudi 30 novembre 2023 à 14 heures

VISITE PERIODIQUE

Nom : EHPAD DURECU-LAVOISIER

Secteur d'activité : Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

Adresse : 116 rue Louis Pasteur à DARNETAL

Nom de l'exploitant : Madame VENDRAME Séverine (Directrice)

Adresse mail : severine.vendrame@chdn-darnétal.fr

Affaire suivie par : Lieutenant Gérard BUCHY

Groupement prévention – service territorial sud

DESCRIPTION

La visite de ce jour s'inscrit dans le cadre réglementaire des visites périodiques de contrôle (art. R 143-41 du Code de la construction et de l'habitation et art. GE 4 du règlement de sécurité contre l'incendie).

L'établissement isolé des tiers est composé de sept bâtiments communiquant entre eux, d'une capacité de 305 lits dont 63 lits soins de suite et de réadaptation (SSR), comprend :

- Bâtiment LAVOISIER
- Bâtiment LIAISON
- Bâtiment DURECU
- Bâtiment BLOC MEDICAL
- Bâtiments DAMMANE EST / OUEST
- Bâtiment FLAUBERT
- Bâtiment MAUPASSANT

1) TOUR LAVOISIER à rez-de-chaussée, cinq étages et un sous-sol (63 lits) :

Du deuxième au cinquième étage (par niveau) :

- six chambres à un lit,
- trois chambres à deux lits,
- des espaces de vie,
- des locaux de soins ;

Au premier étage :

- sept chambres à un lit,
- quatre chambres à deux lits,
- des locaux de soins ;

Au rez-de-chaussée :

- un hall d'accueil avec des locaux administratifs ;

Au sous-sol :

- un vestiaire femmes,
- un local couture,
- un bureau,
- une salle de réunions,
- lingerie ;

Nota :

- Ce bâtiment dispose d'une colonne sèche.
- Les étages sont desservis par deux escaliers encloisonnés.

2) Bâtiment LIAISON à rez-de-chaussée, un étage et un sous-sol :

A l'étage :

- des salles de consultations,
- une salle de restauration de 27 m² pour les résidents ;

Au rez-de-chaussée :

- un espace détente de 141 m²,
- un bureau animateur,
- une salle de convivialité,
- un restaurant du personnel ;

Au sous-sol :

- une sous-station de chauffage,
- une réserve,

- une machinerie ascenseur,
- un local compresseur vide,
- un magasin dispositifs médicaux,
- des réserves produits d'entretien,
- une lingerie.

3) Bâtiment DURECU à rez-de-chaussée et deux étages (20 lits) :

Au 2^{ème} étage :

- une salle de réunions,
- des bureaux ;

Au 1^{er} étage :

- sept chambres à un lit,
- deux chambres à deux lits,
- des dépôts de linge propre et sale ;

Au rez-de-chaussée :

- cinq chambres à un lit,
- deux chambres à deux lits,
- des dépôts de linge propre et sale.

4) Bâtiment BLOC MEDICAL à rez-de-chaussée deux étages et un sous-sol :

Au deuxième étage :

- la médecine du travail,
- un bureau psychologue,
- une chambre médecin de garde ;

Au premier étage :

- un accueil / secrétariat,
- des bureaux,
- des salles de consultations ;

Au rez-de-chaussée :

- une cuisine centrale
- des chambres froides ;

Au sous-sol :

- un local Tableau général basse tension (TGBT),
- des réserves,

- un local archives médicales,
- un local archives radiologie,
- un local groupe électrogène,
- un local machinerie ascenseur,
- un atelier,
- un local de stockage atelier,
- une centrale de traitement de l'air,
- des vestiaires hommes.

5) Bâtiment DAMMANE OUEST à rez-de-chaussée et deux étages (50 lits) :

Aux premier et deuxième étages (par niveau) :

- vingt-cinq chambres à un lit,
- des salons,
- des salles à manger ;

Au rez-de-chaussée :

- la pharmacie centrale.

6) Bâtiment DAMMANE EST à rez-de-chaussée deux étage et un sous-sol (48 lits) :

Aux premier et deuxième étages (par niveau) :

- vingt-deux chambres à un lit,
- une chambre à deux lits ;

Au rez-de-chaussée :

- un espace de vie sociale de 126 m² (Pôle d'activités et de soins adaptés) divisible en deux par une cloison mobile ;

Au sous-sol partiel :

- une machinerie d'ascenseur,
- une sous-station.

7) Bâtiments FLAUBERT et MAUPASSANT à rez-de-chaussée et deux étages (124 lits) :

Au deuxième étage :

- vingt-huit chambres à un lit,
- des salons,
- des salles à manger,
- une chaufferie gaz pour production d'eau chaude d'une puissance de 1790 kW avec deux accès extérieurs est installée au deuxième étage en terrasse. Le premier accès est assuré par un escalier extérieur, le second par la terrasse ;

Au premier étage :

- quarante-huit chambres à un lit,
- des salons,
- des salles à manger ;

Au rez-de-chaussée :

- le local système de sécurité incendie (SSI),
- quarante-huit chambres à un lit,
- des salons,
- des salles à manger.

Nota :

- Il existe deux bâtiments non accessibles au public :
 - un parc de stationnement couvert (19 emplacements),
 - un bâtiment administratif à rez-de-chaussée et un étage.

Desserte :

- L'établissement est accessible aux sapeurs-pompiers, depuis la rue Louis Pasteur (entrée principale), desservant une voie engins interne et permettant d'atteindre les façades suivantes :
 - bâtiment LAVOISIER la façade Sud,
 - bâtiment DURECU les façades Ouest et Sud,
 - bâtiment FLAUBERT les façades Ouest et Sud,
 - bâtiment LIAISON la façade Sud,
 - bâtiment BLOC MEDICAL les façades Est, Ouest et Sud,
 - bâtiment MAUPASSANT les façades Nord et Est,
 - bâtiment DAMANE Est et DAMANE Ouest disposent d'une façade accessible (Sud).

Dégagements :

- Les étages sont desservis par 10 escaliers protégés totalisant 20 unités de passage.
- Le rez-de-chaussée dispose de 15 dégagements totalisant 28 unités de passage.

Installations techniques :

➤ Chauffage :

- Le chauffage est assuré par la circulation d'eau chaude depuis une sous station de chauffage raccordée au réseau de production de chaleur de la petite bouverie.

➤ Cuisine :

- La cuisine fermée d'une puissance supérieure à 20 kW, est alimentée en électricité et en gaz.

➤ Ascenseur :

- L'établissement dispose 11 ascenseurs

➤ Eclairage de sécurité :

- L'éclairage de sécurité est assuré par des blocs autonomes assurant les fonctions d'évacuation et d'habitation.

➤ Désenfumage :

- Le désenfumage des circulations est assuré par balayage mécanique.
- Le désenfumage des escaliers est assuré par balayage naturel.

➤ Alimentation électrique de sécurité :

- L'alimentation électrique de sécurité est constituée d'un groupe électrogène.

Moyens de secours :

➤ Système de sécurité incendie / équipement d'alarme :

- L'établissement est doté d'un système de sécurité incendie (SSI) de catégorie A, avec un équipement d'alarme de type 1, assurant :
 - la fonction d'évacuation par l'alarme générale sans temporisation ;
 - la fonction compartimentage ;
 - la fonction désenfumage mécanique ;
 - le déverrouillage des issues de secours ;
 - l'ouverture des portes de façade à ouverture automatique,
 - le non arrêt des cabines d'ascenseurs dans la zone sinistrée.
- La détection automatique d'incendie est généralisée.
- Les équipements centraux se situent à l'accueil.
- Des reports d'alarmes sont à chaque niveau.

➤ Moyens d'extinction :

- L'établissement dispose de robinets d'incendie armés et d'extincteurs appropriés aux risques.

➤ Consignes / plans schématiques :

- L'établissement dispose de consignes et de plans.

➤ Alerte :

- L'établissement dispose d'un téléphone urbain pour alerter les secours.

Service de sécurité incendie/ surveillance :

- La surveillance est assurée en permanence le jour par des employés spécialement désignés et formés à la mise en œuvre des moyens de secours, à l'exploitation du SSI et à l'évacuation du public.
- La surveillance de l'établissement est assurée en permanence la nuit par **2 veilleurs de nuit**, formés à la mise en œuvre des moyens de secours, à l'exploitation du SSI et à l'évacuation du public, complété par un personnel SSIAP en astreinte.

MODIFICATIONS INTERVENUES DEPUIS LA DERNIERE VISITE DE L'ETABLISSEMENT
(Article L. 146-2 du Code de la construction et de l'habitation)

L'exploitant a déclaré n'avoir réalisé aucune modification dans l'établissement depuis la dernière visite périodique.

EFFECTIFS – CLASSEMENT
(Articles R. 143-19 du Code de la construction et de l'habitation et GN 1)

Activités	EFFECTIFS des PERSONNES RECUES				CLASSEMENT	
	Visiteurs	Hébergés	Personnel	Effectif Total	Types	Catégorie
EHPAD	153	305	102	560	U - N	3 ^{ème}

Le classement est réalisé compte tenu de l'activité déclarée et détermine la réglementation applicable en matière de sécurité contre les risques d'incendie et de panique.

PRINCIPES FONDAMENTAUX DE MISE EN SECURITE
(Articles U8, J3 et J35)

Les établissements de type U (santé, soins) et de type J (hébergement de personnes âgées et ou handicapées) comportant des locaux à sommeil répondent à des principes fondamentaux de sécurité.

Compte tenu des conditions particulières de leur exploitation et de la difficulté d'une partie des malades ou résidents hébergés à pouvoir évacuer ou être évacués rapidement, la mise en sécurité en cas d'incendie est réalisée par le personnel affecté à la surveillance, par le transfert horizontal des personnes ne pouvant se déplacer par leurs propres moyens au début de l'incendie vers une zone contiguë et suffisamment protégée.

Le personnel est formé au transfert horizontal avant l'arrivée des secours.

LES VERIFICATIONS TECHNIQUES
(Articles R. 143-34 et R. 143-37 du Code de la construction et de l'habitation)

Le groupe de visite a pris connaissance des documents suivants :

Registre de sécurité (Article R. 143-44 du Code de la construction et de l'habitation)	OUI	NON
	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Le registre de sécurité est tenu à jour : Oui ☒ Non ☐

<i>Installations techniques - Références</i>	<i>Périodicité - Type prestataire</i>	<i>Contrôle effectué par</i>	<i>En date du</i>	<i>Observations</i>
Portes spéciales (CO48)	Tous les ans par un technicien compétent	TKS	29/10/2023	/
Contrat d'entretien des portes automatiques	Annexé au registre de sécurité	TKS		
Portes coupe-feu (CO 47)	Tous les ans par un technicien compétent	DEF	30/06/2023	/
Désenfumage naturel (DF 10)	Tous les ans par un technicien compétent	SICLI	27/09/2023	/
Désenfumage mécanique (débits, pressions et vitesses) (DF 10)	Tous les ans par un technicien compétent	DEF	30/06/2023	/
	Organisme agréé tous les 3 ans SSI A ou B	APAVE	03/04/2023	45 Observations dont 44 de levées. L'observation restante est en cours de levée.
Système de sécurité incendie (MS 73)	Tous les 3 ans par un organisme agréé pour SSI A ou B avec plusieurs fonctions			
	Tous les ans par un technicien compétent	DEF	30/06/2023	5 Observations de levées
Contrat d'entretien SSI A ou B avec le délai d'intervention	Annexé au registre de sécurité	DEF - 4 heures - 7j/7		
Chauffage (CH 58)	Tous les ans par un technicien compétent	APAVE	23/03/2023	1 Observation mineure en cours de levée.
Ramonage (CH 57)	Tous les ans par un technicien compétent	DALKIA	02/12/2022	/
Ventilation de confort (CH 58)	Tous les ans par un technicien compétent	DALKIA	29/04/2023	/
Filtres CTA (CH 39)	Tous les ans par l'utilisateur	DALKIA	29/04/2023	/
Installations de gaz (GZ 30)	Tous les ans par un technicien compétent	APAVE	23/03/2023	1 Observation mineure en cours de levée.

Electricité (EL 19)	Tous les ans par un technicien compétent	APAVE	25/10/2023	56 Observations dont 26 de levées. Les 30 restantes sont en cours de levées
Éclairage de sécurité (EC 15)	Tous les ans par un technicien compétent	APAVE	25/10/2023	
Groupe électrogène (EL 18)	Technicien compétent : - vérifications tous les 15 jours, - essais tous les mois,	DALKIA	14/02/2023	/
Appareils de cuisson et de remise en température (GC 22)	Tous les ans par un technicien compétent	APAVE	23/03/2023	1 Observation mineure en cours de levée.
Extraction buées et graisses (GC 21)	Tous les ans par un technicien compétent	SAPIAN	28/09/2023	
Ascenseurs (AS 9)	Régulièrement par un technicien compétent	APAVE	26/06/2023	41 Observations qui seront levées le 08/01/2024 par OTIS
	Tous les 5 ans par un organisme agréé	APAVE	26/06/2023	72 Observations en cours levées. Les travaux seront réalisés le 08/01/2024 par OTIS. Le bon de commande a été validé.
Contrat d'entretien ascenseur	Annexé au registre de sécurité	OTIS		
Extincteurs (MS 38)	Tous les ans par un technicien compétent	DESATHEL	13/02/2023	/
RIA (MS 73)	Tous les ans par un technicien compétent	SICLI	27/09/2022	Hors délai Contrôle prévu les 18 et 19 décembre 2023 par SICLI
Colonne sèche (MS 73)	Tous les ans par un technicien compétent	SICLI	27/09/2022	
Gaz et fluides médicaux (U 64, J 33)	Tous les ans par un technicien compétent	AIR PRODUCTS	30/10/2023	/

FORMATION DU PERSONNEL ET EXERCICE D'INSTRUCTION
(Articles MS 48, MS 51 et MS 69)

Les séances d'instruction et d'entraînement à la manœuvre des moyens de secours du personnel et à l'exploitation du SSI ont été réalisées en 2023 pour 88 personnels répartis sur 16 sessions.

<p align="center">ESSAIS REALISES (Article R 143-37 du Code de la construction et de l'habitation)</p>

Au cours de la visite, le groupe de visite a fait procéder aux essais suivants :

- manœuvre de la plupart des issues de secours sur l'extérieur : **résultat satisfaisant** ;
- éclairage de sécurité : **résultat satisfaisant** pendant la durée du test ;
- alerte des sapeurs-pompiers : **résultat satisfaisant.**

Mise en sécurité Incendie :

Après sensibilisation d'une tête de détection automatique d'incendie au 2^{ème} étage du bâtiment DAMMANE EST dans la circulation et dans la chambre 221, il a été constaté :

- la fermeture des blocs-portes coupe-feu ;
- le bon fonctionnement des reports et du système de sécurité incendie ;
- la diffusion dans l'ensemble de l'établissement de l'alarme générale sélective ;
- le déverrouillage des issues de secours ;
- l'ouverture automatique des portes de façade ;
- la mise en fonctionnement du désenfumage mécanique ;
- la réaction adaptée au sinistre de l'ensemble du personnel ;
- une bonne connaissance des consignes incendie par le personnel : **résultat satisfaisant.**

<p>DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE (Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie – arrêté préfectoral n° 2022-04-28-01 du 28 avril 2022)</p>

Analyse du risque

Type d'ERP	Surface de référence	Locaux retenus	Qualification du risque	Observation
J	Inférieure à 1000m ²	Surface la plus grande non recoupée	Ordinaire	/

Besoin en eau exigible

Débit de référence	Durée d'extinction	Volume équivalent	Distance de référence
60 m ³ / h	2 heures	120 m ³	200 mètres

Défense extérieure contre l'incendie existante

Points d'eau incendie	Eloignement	Débit ou volume équivalent	Observation
n°1 (Privé)	Inférieure à 200 mètres	130 m ³ / h sous 1 bar	Conforme Relevé réalisé par CHUBB le 27/09/2022
n°2 (Privé)	Inférieure à 200 mètres	125 m ³ / h sous 1 bar	Conforme Relevé réalisé par CHUBB le 27/09/2022

DERNIER AVIS

Le 24/12/2020, la commission de sécurité a émis un avis

Favorable à la poursuite d'exploitation

AVIS PROPOSE

Le groupe de visite propose un avis,

Favorable à la poursuite d'exploitation.

SUIVI DES PRESCRIPTIONS ANTERIEURES (Article R. 143-41 du Code de la construction et de l'habitation)

Les mesures de sécurité prescrites lors de la précédente visite ont été réalisées.

PRESCRIPTIONS A REALISER

Au regard de la réglementation en vigueur et après avoir procédé à la visite de l'établissement, il y a lieu de réaliser les prescriptions suivantes

Prescriptions immédiates :

- 1) Donner suite **aux observations formulées par L'APAVE dans ses rapports en date du 26/06/2023 et 25/10/2023, concernant la triennial du SSI, du désenfumage, des installations électriques et des ascenseurs** (art. GE 6 § 1 et R 143-34 du Code de la construction et de l'habitation).

Transmettre au secrétariat de la commission de sécurité (Service départemental d'incendie et de secours - 6 rue du Verger - CS 40078 - 76192 YVETOT CEDEX) l'attestation du technicien compétent ayant réalisé les travaux correspondant et permettant de s'assurer de la levée de chacune des observations.

Prescriptions permanentes :

2) Veiller à ce que les portes de sorties soient déverrouillées pendant la présence du public. Toutefois, les portes des locaux ou unités de soins des services nécessitant une surveillance particulière des patients peuvent être maintenues exceptionnellement verrouillées, à condition d'être placées chacune sous la responsabilité d'un préposé à leur ouverture et que le dispositif de verrouillage réponde aux principes édictés par l'article U 21 § 1.

3) Garantir un schéma d'organisation de la sécurité en cas d'incendie (Art. U41).

Ce schéma doit préciser :

- pour tout le personnel :
 - l'information sur les dangers d'un incendie dans un hôpital,
 - les consignes précises visant à limiter l'action du feu et à assurer le transfert horizontal ou l'évacuation,
 - les exercices périodiques d'évacuation simulée visant à maintenir le niveau de connaissance.
- pour le service de sécurité incendie :
 - les consignes d'exploitation du système de sécurité incendie, notamment de l'alarme restreinte,
 - le transfert horizontal ou l'évacuation avant l'arrivée des secours.

4) Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et à la manœuvre des moyens de secours sous la responsabilité du chef d'établissement (art. MS 48).

Des exercices d'instruction doivent être organisés et la date de ceux-ci portée sur le registre de sécurité (art. MS 48 et MS 51).

5) Mettre en garde tout le personnel de l'établissement contre les dangers que présente un incendie dans un hôpital, et le former à l'exécution de consignes très précises en vue de limiter l'action du feu et d'assurer le transfert horizontal ou l'évacuation des patients, et l'entraîner à la manœuvre des moyens d'extinction (Art. U 47 § 1).

6) Initier le personnel sur le fonctionnement de l'équipement d'alarme et s'assurer une fois par semaine au moins du bon fonctionnement de l'installation (Art. MS 69).

7) Désigner un personnel habilité ayant la compétence quant à l'exploitation du système de sécurité incendie installé, notamment en ce qui concerne les différentes signalisations apparaissant au tableau, les mesures à prendre en fonction de ces signalisations et les dispositions à respecter en cas de panne. Pour cela un schéma explicatif pourra être affiché à proximité du tableau de signalisation (NFS 61.931 - art. 4 et art. MS 57).

8) Etablir pour chaque personne chargée de l'exploitation du système de sécurité incendie pendant la présence du public une « attestation de formation » portant notamment sur la gestion des commandes manuelles à partir de l'unité de commande manuelle centralisée, sur la signification des différentes signalisations apparaissant au tableau, la conduite à tenir en fonction des signalisations et les dispositions à respecter en cas de panne (art MS 57).

9) Donner des consignes et les rappeler périodiquement à tout le personnel, pour attirer son attention sur les dangers qu'il y a, à :

- graisser les organes de distribution et d'utilisation ;
- mettre en contact l'oxygène avec les graisses de toutes origines ;
- fumer ou utiliser à proximité des appareils de traitement, des flammes ou des appareils comportant des parties incandescentes nues ou des parties susceptibles de produire des étincelles ;
- manipuler les récipients sans précaution, les soumettre à des chocs violents ou les déposer à proximité de sources de chaleur.

Ces consignes doivent être rappelées par des affiches apposées à proximité de tout magasin, centrale de stockage et chariot de transport. De plus chaque appareil de traitement doit comporter une étiquette très visible précisant l'interdiction absolue de fumer et de graisser les organes de distribution et d'utilisation (Art. U 62 § 1).

10) Vérifier périodiquement, tous les ans, les installations de gaz médicaux (Art. U 64 § 2). Ces vérifications concernent :

- les stockages de gaz médicaux ;
- les installations de distribution des gaz médicaux.

Elles ont pour objet de s'assurer :

- de l'état d'entretien et de maintenance des installations ;
- des conditions de ventilations des magasins et centrales de gaz médicaux ;
- de la signalisation des dispositifs de sécurité ;
- de la manœuvre des vannes de sectionnement ;
- du réglage des détendeurs ;
- de l'étanchéité des canalisations de distribution des gaz médicaux.

11) Tenir à jour un registre de sécurité sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité et en particulier (art. R 143-44 du Code de la construction et de l'habitation) :

- l'état du personnel chargé du service incendie ;
- les diverses consignes générales et particulières établies en cas d'incendie, y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap ;
- les divers contrôles et vérifications ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu, datés et émargés par le technicien chargé de la remise en état ;
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs, et s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

12) Veiller à ce que les dégagements (sorties, sorties de secours, circulations horizontales et verticales etc...) soient maintenus libres en permanence afin de permettre une évacuation sûre et rapide du public (art. CO 35 § 1).

13) Veiller à ce que les portes des issues de secours soient déverrouillées pendant la présence du public et s'ouvrent dans le sens de l'évacuation (art. CO 45 et CO 46).

14) Veiller au bon fonctionnement de l'éclairage de sécurité, en particulier (article EC 14) :

- remettre en état les luminaires ou blocs autonomes défectueux ;
- vérifier périodiquement :

Tous les mois :

- le passage à la position de fonctionnement et l'allumage de toutes les lampes ;
- l'efficacité de la commande de mise en position de repos à distance et de la remise automatique en position de veille.

Tous les 6 mois l'autonomie d'au moins 1 heure.

Les différentes interventions et leurs résultats doivent être consignés dans le registre de sécurité.

15) Entretenir et essayer régulièrement le(s) groupe(s) électrogène(s) selon la périodicité suivante :

- tous les 15 jours : vérification du niveau d'huile, d'eau et de combustible, du dispositif de réchauffage du moteur et de l'état de la source utilisée pour le démarrage (air comprimé ou batteries).
- tous les mois : en plus des vérifications ci-dessus, essai de démarrage automatique avec une charge minimale de 50% de la puissance du groupe et fonctionnement avec cette charge pendant une durée minimale de 30 minutes.

Les interventions et leurs résultats doivent être consignés dans un registre d'entretien qui doit être tenu à la disposition de la commission de sécurité (art. EL 18 § 4).

16) Faire procéder périodiquement, aux opérations d'entretien et de vérification des installations techniques suivant les dispositions du règlement de sécurité et notamment pour ce qui concerne (art. GE 6 à GE 10) :

- **le désenfumage** (art. DF 9 et 10) (essai des mécanismes et si mécanique : mesures de pression, de débit et de vitesse) : tous les ans par un technicien compétent ou un organisme agréé par le ministère de l'intérieur,
- **les installations de chauffage** (art. CH 57 et 58) (ventilation, réfrigération, fonctionnement, conduits, étanchéité, sécurités), tous les ans par un technicien compétent ou un organisme agréé par le ministère de l'intérieur ;
- **les installations et équipements gaz** (art. GZ 29 et 30) (fonctionnement, conduits, étanchéité, sécurités), tous les ans par un technicien compétent ou un organisme agréé par le ministère de l'intérieur ;
- **les installations électriques** (art. EL 18 et 19) (fonctionnement, terre, protections), tous les ans par un technicien compétent ou un organisme agréé par le ministère de l'intérieur ;
- **l'éclairage de sécurité** (art. EC 13 à 15) (fonctionnement, protections, autonomie), tous les ans par un technicien compétent ou un organisme agréé par le ministère de l'intérieur ;
- **les moyens de secours contre l'incendie** (art. MS 72 et 73) (extinction : pression, débit, fonctionnement) (détection : essais) (alarme : autonomie, essais) (asservissements : essais) ; tous les ans par un technicien compétent ou un organisme agréé par le ministère de l'intérieur
- **le système de sécurité incendie de catégorie A** (art. MS 73), tous les ans par un technicien compétent dans le cadre d'un contrat d'entretien, tous les 3 ans par un organisme agréé par le ministère de l'intérieur.

Rapporter sur le registre de sécurité les résultats de ces vérifications ou entretiens et annexer à ce registre les relevés des techniciens compétents conformément à l'article GE 10 (art. R 143.44 du Code de la construction et de l'habitation) ainsi que les Rapports de Vérifications Réglementaires en Exploitation établis par des organismes agréés et conformes à l'article GE 9 (selon l'appendice de la sous-section II).

D'autre part, **l'établissement du type U de 3^{ème} catégorie devra être visité tous les 3 ans** par la commission de sécurité compétente (art. GE 4).

RAPPELS REGLEMENTAIRES

ARTICLE L 122-3 du Code de la construction et de l'habitation

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative, qui vérifie leur conformité aux règles d'accessibilité prévues à l'article L. 161-1 et, lorsque l'effectif du public et la nature de l'établissement le justifient, leur conformité aux règles de sécurité contre l'incendie prévues aux articles L. 141-2 et L. 143-2.

La vérification de la conformité aux règles prévues à l'article L. 161-1 n'est pas exigée lorsque les travaux n'ont pas d'incidence sur l'accessibilité du cadre bâti. Il en va de même pour la vérification de la conformité aux règles prévues aux articles L. 141-2 et L. 143-2 lorsque les travaux n'ont pas d'incidence sur le niveau de sécurité contre l'incendie.

Lorsque ces travaux sont soumis à permis de construire, celui-ci tient lieu de cette autorisation dès lors que sa délivrance a fait l'objet d'un accord de la même autorité administrative. Toutefois, lorsque l'aménagement intérieur d'un établissement recevant du public ou d'une partie de celui-ci n'est pas connu lors du dépôt de la demande de permis de construire, le permis de construire indique qu'une autorisation complémentaire doit être obtenue en ce qui concerne l'aménagement intérieur du bâtiment ou de la partie de bâtiment concernée avant son ouverture au public.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables lorsque les travaux font perdre la qualité d'établissement recevant du public à la totalité de l'immeuble, sauf lorsque celui-ci est situé dans un quartier prioritaire de la politique de la ville au sens de l'article 5 de la loi n 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine.

ARTICLE R.143-3 du Code de la construction et de l'habitation

Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes ; ces mesures sont déterminées compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie.

ARTICLE R. 143-34 du Code de la construction et de l'habitation

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions du présent titre.

A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur.

Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

CONTROLE

L'avis formulé par la commission de sécurité est révocable à tout moment, en cas d'infraction à la réglementation dûment constatée, en particulier, lors des visites périodiques ou inopinées des représentants de la commission de sécurité compétente (art. R. 143-41 du Code de la construction et de l'habitation et GN 11).